



AFRIQUE/BENIN - Lettre pastorale des Evêques du Bénin contraire à une révision constitutionnelle qui divise

Cotonou (Agence Fides) – « Le Bénin vit aujourd’hui dans un climat de fortes tensions, de divisions ouvertes, de malaise profond. La clameur du peuple, toutes tendances confondues, nous parvient au quotidien. L’angoisse, l’inquiétude et la méfiance habitent dangereusement les cœurs » affirme la Lettre pastorale publiée le 15 août par laquelle les Evêques du Bénin prennent position sur l’affrontement en cours à propos de la révision de la Constitution.

La disposition en discussion est l’abolition de la norme imposant au Chef de l’Etat un maximum de deux mandats. Le Président Thomas Boni Yayi – dont le second mandat arrivera à échéance en 2016 – voudrait modifier la Constitution de manière à pouvoir se présenter à nouveau et tenter d’obtenir un troisième mandat.

Le document, envoyé à l’Agence Fides, rappelle que l’Eglise « a le devoir moral de faire remarquer qu’en régime démocratique, aucune réforme qui suscite de fortes tensions et oppositions n’a jamais profité à un peuple qu’elle divise. A qui et à quoi servirait la révision dans la division, sinon à mettre en péril la paix de la Nation ? ».

Les Evêques soulignent que le débat relatif à la révision constitutionnelle intervient dans un contexte social caractérisé par « la pauvreté sinon la misère d’une large frange de la population en manque dramatique du minimum vital, face à l’opulence d’une minorité ». Le manque de cohésion sociale est aggravé en outre par « le nombre croissant de jeunes sans emploi et à l’avenir incertain ; les pratiques régionalistes, facteurs de discrimination et de division ; les accusations d’empoisonnement et de complot contre la personne du Président de la République ».

Rappelant que « l’Eglise n’apporte aucune solution technique ni politique », les Evêques invitent tous les acteurs au dialogue afin de dépasser les divisions nationales. Citant l’appel lancé aux gouvernants africains par Benoît XVI dans son discours du 19 novembre 2011 au Palais de la République, à l’occasion de sa visite au Bénin, la Lettre conclut : « Ne privez pas vos peuples de l’espérance. Ne les amputez pas de leur avenir en mutilant leur présent ». (L.M.) (Agence Fides 28/08/2013)